

« On ne va pas sacrifier ce qui fait notre succès aujourd'hui »

PUBLICITÉ Le patron de RTL se prépare activement à l'arrivée de TF1

- Selon lui, la RTBF aurait commis une erreur historique en prenant TF1 en régie.
- Il se défend de tout chantage auprès des politiques.

Philippe Delusinne, CEO de RTL, revient sur le psychodrame autour du refus du conseil d'administration de la RTBF de prendre TF1 en régie et dévoile comment il compte faire face à l'arrivée du géant français.

On a l'impression que la décision du CA de la RTBF qui a désavoué Jean-Paul Philippot (patron de la RTBF) était avant tout une victoire personnelle tant vous étiez impliqué en coulisses dans ce dossier ?
C'est une erreur de présenter ce dossier comme un mano a mano entre moi et Jean-Paul Philippot. Le débat dépasse nos simples personnes. Je me suis battu contre une analyse fautive de la situation et ce dans l'intérêt de tout l'écosystème média. Ce vote, c'est une victoire pour l'ensemble des médias. La véritable question c'était de savoir si on permettait à deux sociétés concurrentes de cohabiter comme elles le font depuis 25-30 ans ou bien si on laissait l'une d'elles sortir de son rôle et servir de tremplin à une chaîne étrangère qui viendrait ici non pas pour investir mais pour prendre de l'argent dans le marché, affaiblissant tout le monde et pas uni-

quement la télé. La RTBF était sur le point de commettre une erreur historique. Si elle avait permis à TF1 de rentrer trop facilement sur le marché, elle aurait mis cet équilibre en péril de façon probablement définitive.

Certains estiment que la création d'une troisième régie côté francophone - conséquence du refus de la RTBF - va entraîner une guerre des prix sur le marché, dont RTL et la RTBF sortiront grands perdants.

Les annonceurs recherchent une homogénéité dans la couverture et la fréquence de diffusion des spots. Si TF1 réalise effectivement une ou deux soirées très importantes par semaine chez nous, il n'offre pas toute la semaine une stabilité d'audience comme nous l'avons. Si nous (RTL et RTBF) ne faisons pas de bêtises et que nous ne bradons pas la qualité de nos audiences, je ne pense pas que nous serons entraînés dans une spirale baissière.

La moins mauvaise solution pour RTL n'aurait-elle pas été de prendre TF1 en régie afin de pouvoir le contenir ?

Comment puis-je expliquer commercialement à une société que je la prends en régie non pas pour son bien mais pour en faire mon otage et pour la contenir. C'est impossible ! Si RTBF avait pris TF1, elle aurait dû être hyperperformante pour vendre le mieux possible ses espaces et aurait été l'otage de TF1 car celui-ci serait devenu son plus gros client. La RTBF a fait une mauvaise analyse de la situation. C'est ce qu'on a expliqué aux personnes impliquées dans le dossier avec un relatif bonheur puisque aucun administrateur de la RTBF n'a voté pour la prise en régie de TF1. Derrière ce refus,

il y a de la part de l'ensemble des partis politiques représentés à la RTBF un message clair adressé à TF1 : « Vous n'êtes pas le bienvenu. »

En quoi ce vote est-il une victoire pour le secteur des médias ? Cela ne fait que reporter le problème. TF1 va toujours venir...

Oui, mais ils vont devoir doper une petite régie (NDLR : Transfer) ou créer leur propre régie. Je rappelle que l'idée initiale de M. Pelisson (NDLR : patron de TF1), c'était de venir en Belgique pour se servir sans investir. Il va devoir débiter avec un opérateur qui n'est pas performant dans le sud du pays à ce stade-ci. Il va perdre du temps et devoir investir. Cela reporte le problème et diminue son amplitude.

La rumeur dit que vous avez exercé un chantage sur les hommes politiques en faisant valoir qu'à un an des élections, une décision contre RTL pourrait avoir des conséquences néfastes sur leur exposition médiatique ?
Je sais que ces propos ont circulé. C'est médiocre. On n'a jamais fait ce genre de choses et on ne le fera jamais. Je pense que les politiques se rendent compte eux-mêmes qu'ils sont bien accueillis chez nous et que RTL représente une alternative à la chaîne publique. Le danger qui aurait pu naître dans un petit pays comme le nôtre, c'est qu'on crée un monopole d'Etat dans l'info. Sur la chaîne publique, il y a des nominations qui se font sur base de clés de répartition politiques. Les politiques savent que nous sommes neutres et indépendants et qu'il n'y a pas de pression sur nous. Notre neutralité a été un atout qui a été largement considéré par ceux-ci la semaine der-

nière.

C'est RTL qui va le plus souffrir de l'arrivée de TF1. Combien allez-vous perdre ?

J'estime les pertes à une dizaine de millions de bénéfice par an. Plutôt que de se plaindre on se prépare avec beaucoup de détermination. Un plan d'action est en cours de rédaction. Il sera prêt pour les vacances. On pourrait bêtement choisir de couper dans les coûts mais on ne veut pas perdre notre leadership et ce qui fait notre succès aujourd'hui - notre positionnement, notre spécificité. On va donc essayer de récupérer ces millions par une stratégie défensive - diminution des coûts, optimisation de la façon de travailler - mais aussi offensive. Je n'en dirai pas plus.

C'est ça qui explique la présence des consultants de McKinsey dans vos murs...

Entre autres oui. Ce n'est pas la première fois qu'ils viennent. C'est la quatrième en dix ans mais c'était le bon moment pour qu'ils reviennent faire un tour. Ils nous aident à avoir une vue différente sur les choses.

RTL n'est-il pas mal placé pour s'opposer à l'arrivée de TF1 ? Vous êtes aussi une filiale d'un groupe étranger et vous diffusez en Belgique avec une licence luxembourgeoise...

Nier qu'on est un acteur économique important en Belgique est un non-sens. 34 % de notre dividende reste en Belgique puisqu'il va aux éditeurs de presse. On emploie directement 820 personnes et indirectement 220. On a augmenté l'emploi de 120 personnes en dix ans et on paie 15 millions d'impôts en Belgique par an. ■

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS MUNSTER